

Les manifestations du Wisconsin

*Erik Olin Wright et João Alexandre Peschanski**

EN FÉVRIER ET MARS 2011, l'État du Wisconsin a connu la manifestation politique la plus importante et la plus longue de son histoire. Au cours de ces protestations, le bâtiment du gouverneur à Madison, le Capitole, a été occupé par des milliers de personnes pendant 17 jours ; des rassemblements à l'extérieur du bâtiment ont atteint plus de 100 000 personnes. Les protestations du Wisconsin ont suscité un énorme intérêt de la part des médias nationaux, et elles furent suivies de mobilisations en Ohio, dans le Michigan, l'Indiana et le Maine. Voici l'histoire de ces événements.

Le contexte

L'État du Wisconsin est situé sur le lac Michigan, au nord-ouest de Chicago. Historiquement, l'État a été colonisé par des immigrants allemands, polonais et scandinaves au XIX^e siècle. Il compte cinq millions et demi d'habitants, dont le revenu est un peu en dessous de la moyenne nationale. Économiquement, l'État fait partie du *Rust Belt*, la zone industrielle en déclin, bien que le Wisconsin conserve une base manufacturière un peu plus étendue que beaucoup d'autres vieux États industriels et présente un taux de chômage actuellement inférieur à la moyenne nationale (7,5 % contre 8,8 %). Politiquement, l'État est considéré comme assez équilibré entre des zones conservatrices républicaines et d'autres plus progressistes démocrates. C'est l'État qui dans les années 1940 et au début des années 1950 a élu le sénateur Joseph McCarthy, ce politicien anti-communiste dont le nom symbolise la répression politique du début de la Guerre froide. Mais c'est aussi l'État qui a choisi dans le passé quelques uns des hommes politiques les plus progressistes de l'histoire américaine.

Lors de l'élection présidentielle de 2008, Obama a remporté l'État par une large majorité de 56 % contre 42 %, et le Parti démocrate a remporté les deux chambres de l'Assemblée de l'État (le gouverneur élu en 2006 était également démocrate). Cependant, lors des élections de novembre 2010, c'est le Parti républicain qui a remporté la majorité dans les deux chambres

* Erik Olin Wright est professeur à l'Université du Wisconsin et président de l'Association américaine des sociologues. Entre autres, il est l'auteur de *Class Counts et Envisioning Real Utopias*.

* João Alexandre Peschanski, doctorant de

sociologie à l'Université du Wisconsin, membre de l'Association des assistants à l'enseignement de l'Université du Wisconsin (la TAA), est l'un des éditeurs de la revue marxiste brésilienne *Margem Esquerda*.

MONDE

législatives et le poste de gouverneur qui est allé à Scott Walker, soutenu par le Tea Party, qui se situe le plus à droite sur l'échiquier politique américaine. Il s'était présenté sur une plateforme largement conservatrice, mais sa victoire est moins due à un fort soutien populaire pour ses propositions politiques qu'à l'insatisfaction face à l'état de l'économie du Wisconsin et au sentiment qu'un changement de parti pourrait améliorer les choses. Le taux de participation aux élections a chuté, de plus de 60 % lors de l'élection présidentielle de 2008 à 49 % et, selon des enquêtes, la baisse a concerné essentiellement les électeurs qui avaient voté pour les démocrates lors de l'élection précédente. L'apathie et un sentiment de déception envers les démocrates, plutôt qu'une nette évolution idéologique, ont donc marqué l'élection.

Les événements déclencheurs

Lorsque Walker a commencé son mandat, en janvier 2011, l'une des premières choses qu'il fit fut d'obtenir du corps législatif, désormais contrôlé par les républicains, qu'il adopte une série de réductions d'impôt pour les entreprises, en arguant du fait que cela pourrait attirer des investissements et créer des emplois. Les allègements fiscaux se sont élevés à 140 millions de dollars, gaspillant ainsi les 121,4 millions de dollars d'excédent que présentait le budget annuel du Wisconsin selon le Bureau législatif fiscal de l'État. Comme une affiche sur le mur de son bureau l'annonçait : « Le Wisconsin est maintenant ouvert pour les affaires ! » Ces réductions ont immédiatement créé une « crise » budgétaire. Les États américains étant tenus par la loi d'avoir un budget équilibré, Walker a présenté un « Projet de loi de réparation budgétaire ». Le projet de loi contenait une série de compressions budgétaires immédiates mais, plus important encore, une série de dispositions complémentaires qui n'étaient pas directement liées au budget. En particulier, le projet de loi contenait des dispositions visant à détruire les syndicats du secteur public au Wisconsin. La justification fournie par Walker était que « restreindre » les droits syndicaux était nécessaire pour donner aux gouvernements locaux et de l'État plus de « flexibilité » dans leur résolution des problèmes budgétaires. Mais ce n'était qu'une couverture politique, et l'objectif réel était de détruire totalement les syndicats.

Le droit du travail aux États-Unis est une combinaison complexe de lois nationales et de lois d'État. En particulier, les lois qui réglementent les syndicats de salariés du secteur public sont essentiellement des lois d'État. Le Wisconsin a été l'un des premiers États à reconnaître juridiquement les syndicats du secteur public en 1959, et il a eu dès lors, selon les critères américains, de puissants syndicats du secteur public. Bien que les grèves de ces syndicats du secteur public soient illégales, ils ont des droits puissants de négociation collective liés aux procédures d'arbitrage des différends contractuels. Dans le Wisconsin, environ un tiers des employés du secteur public sont syndiqués. En raison de la chute vertigineuse des syndicats du secteur privé dans les dernières décennies (ils organisent aujourd'hui moins de 10 % des salariés), les

syndicats du secteur public sont devenus le cœur du mouvement ouvrier américain. Les conservateurs américains ont toujours été extrêmement hostiles aux syndicats, en raison d'évidentes oppositions de classe mais aussi du fait du rôle politique que les syndicats jouent en soutien au Parti démocrate. Walker et ses partisans ont compris l'élection du gouverneur et le contrôle des deux chambres législatives de l'État par le Parti républicain comme une occasion unique d'attaquer la dernière force syndicale importante.

Le projet de loi anti-syndical de Walker a été présenté comme une « restriction » des droits syndicaux, mais il s'agissait bien d'une tentative de destruction des syndicats du secteur public (à l'exception de trois syndicats, exemptés de son application – la police, la gendarmerie et les pompiers – qui avaient soutenu Walker lors de l'élection). Conformément aux dispositions du projet de loi, les syndicats seraient dorénavant obligés d'organiser des élections de certification chaque année. Les cotisations syndicales ne pourraient plus être automatiquement déduites des salaires – les membres auraient à payer directement chaque mois. Les syndicats ne seraient pas autorisés à intervenir dans les procédures de règlement de différends contractuels, et il leur serait interdit de négocier sur toute question relative au travail autre que les salaires – et même dans ce cas, ils ne pourraient négocier des augmentations de salaire que jusqu'à hauteur du taux de l'inflation. Dans leur ensemble, ces dispositions légales aboutiraient au dépérissement des syndicats du secteur public.

Le projet de loi fut officiellement publié le 14 février. Les protestations commencèrent le jour-même dans une ambiance bon enfant. L'Association des assistants à l'enseignement de l'Université du Wisconsin (la TAA), le plus ancien syndicat d'étudiants, enseignants et assistants de recherche dans le pays, a distribué des cartes de la Saint-Valentin à envoyer au gouverneur : « J' ♥ l'Université du Wisconsin : Ne brisez pas mon ♥ ».

Le jour suivant, l'Assemblée de l'État mit en place une audition publique, de sorte que les gens puissent exprimer leur opinion sur le projet de loi. Il ne s'agissait au départ que d'une simple formalité dans le cadre habituel des travaux législatifs de l'État. Toutefois, cette audition devint rapidement un espace dans lequel les syndiqués, les étudiants et d'autres travailleurs vinrent exposer leurs expériences de vie et donner leur opinion sur la gestion de l'État. Chaque témoignage durait deux minutes, et l'ensemble se transforma finalement en un récit collectif de la situation des travailleurs dans le contexte de la crise économique des États-Unis et de l'importance des syndicats dans la protection des droits des travailleurs. Une infirmière prit un stylo pour calculer sur un morceau de papier l'impact des réductions supplémentaires proposées par Walker ; son salaire était déjà, dit-elle, de moins de 1 500 dollars par mois. Un étudiant récita *L'Internationale*. Un enseignant dit aux représentants : « Vous ne me connaissez pas encore, mais vous devriez m'aimer. Je suis génial, j'éduque vos enfants, je travaille plus de 40 heures par semaine, dont

MONDE

la moitié n'est pas payée. Je fais ce sacrifice parce que j'adore mon travail. Ce projet de loi est une preuve de votre incompréhension de ce qu'est une société saine et de votre ingratitude. »

L'audience publique dura dix-sept heures et, finalement, les représentants républicains préférèrent y mettre fin. Les membres de la TAA se réunirent alors à l'entrée de la salle d'audience en criant : « Laissez-nous parler ! » Beaucoup de gens qui avaient signé pour témoigner firent la queue toute la nuit à l'intérieur du Capitole. Les témoignages continuèrent le 16 février : les enseignants organisèrent un arrêt-maladie collectif pour être présents aux manifestations contre le projet de loi. Beaucoup de lycéens vinrent avec eux et l'après-midi plus de 15 000 personnes passèrent au Capitole. L'audience recommença et, encore une fois, continua toute la nuit. Aussi longtemps que l'audience se poursuivait, le bâtiment resta ouvert au public.

Malgré la mobilisation, le gouverneur annonça que le projet de loi serait voté au Sénat le lendemain 17 février. Puisque les républicains détenaient la majorité des sièges et qu'ils étaient solidement acquis au projet de loi, il semblait certain qu'il serait adopté. Alors, quelque chose d'assez étonnant eut lieu. Les règles du Sénat du Wisconsin précisent que pour qu'un projet de loi budgétaire puisse être adopté il faut un quorum de 60 % de ses membres. Cela signifie que 20 sénateurs au moins doivent être présents lors d'un vote sur un projet de loi. Il y avait 19 républicains et 14 démocrates au Sénat, ce qui signifiait qu'au moins un démocrate devait être présent au moment du vote. Pour empêcher le vote, les 14 démocrates s'enfuirent alors hors de l'État vers l'Illinois où ils restèrent pendant plus de deux semaines. Le gouverneur envoya des gendarmes chez eux pour essayer de les trouver, mais comme ils étaient à l'extérieur de la juridiction du Wisconsin, il ne put rien faire.

La fuite des sénateurs signifiait que le projet de loi ne pouvait pas être voté. Elle fournit également un formidable élan à la protestation. Des milliers de personnes descendirent jusqu'au Capitole, créant une mobilisation continue et intense à l'intérieur de l'édifice en plus des manifestations qui se déroulaient à l'extérieur. Puisque l'audience à l'Assemblée continuait 24 heures sur 24, le bâtiment restait continuellement ouvert, et de plus en plus de personnes vinrent la nuit et s'y installèrent, créant en quelques jours une occupation massive du Capitole.

Durant les deux semaines suivantes, le Capitole fut occupé sans interruption, jusqu'à ce que le 3 mars le gouverneur ordonne à la police d'évacuer le bâtiment. Pendant ces deux semaines les manifestations trouvèrent un fort écho dans les médias nationaux et internationaux. Il y eut des rassemblements quotidiens à Madison, qui réunissaient des dizaines de milliers de personnes et pouvaient atteindre 50 000 personnes et plus le week-end. Le plus grand rassemblement, à la fin du mouvement, rassembla plus de 100 000 personnes. La dimension comme la durée de cette protestation sont sans précédent dans

l'histoire du Wisconsin. L'occupation du Capitole par des milliers de personnes est la plus longue occupation physique du siège d'un gouvernement par des manifestants dans toute l'histoire politique américaine. Personne ne s'attendait à une réponse d'une telle intensité aux actions du gouverneur Walker.

Pour enrichir l'histoire de ces protestations, nous allons d'abord décrire quelques-uns des aspects sociaux et culturels distinctifs des manifestations – ce qui s'est passé lors de l'occupation du Capitole et dans les rassemblements, comment s'est organisée la logistique qui a permis à des milliers de personnes d'y participer – et discuter les objectifs politiques et le cours des événements.

La vie à l'intérieur de la rotonde

L'espace central du Capitole est une grande rotonde circulaire qui s'étend vers le haut à l'intérieur de la coupole du bâtiment. Au-dessus, il y a deux niveaux de balcons. Chaque jour, du matin jusqu'à tard le soir, cet espace était plein de gens criant des mots d'ordre, faisant des discours et parfois chantant. La vieille chanson des travailleurs américains *Solidarity Forever* fut entonnée sans doute pour la première fois dans le Capitole. Parfois, il y avait des discours organisés, mais le plus souvent non. Au milieu de la rotonde, les manifestants préservaient un espace ouvert pour que les participants y prennent la parole, posant des questions, analysant la politique américaine, parlant des problèmes quotidiens de la vie commune dans le Capitole occupé. Il y avait aussi des cercles de tambours dans l'espace central, souvent jusqu'à quinze ou vingt tambours, que les chants accompagnaient, dans un bruit souvent assourdissant.

L'« ouverture » du Capitole signifiait que n'importe qui pouvait entrer dans le bâtiment et se joindre à la mobilisation. Étudiants, personnes sans domicile fixe, enseignants, pompiers, écologistes et autres partageaient l'espace, y construisant un genre unique de communauté. Les occupants du Capitole créèrent leur propre sécurité collective, les « maréchaux », qui montaient la garde autour du bâtiment, pour que les manifestants qui passaient la nuit dans le bâtiment s'y sentent en sécurité et sachent où étaient situés les services. Ils négociaient aussi avec les policiers, dont beaucoup montraient d'ailleurs de la sympathie pour les protestations.

Le premier étage de l'immeuble et tous les balcons étaient couverts de banderoles et d'affiches, presque toutes faites à la main. On prenait soin de coller ces affiches sur les murs avec des bandes adhésives qui ne laissent pas de trace, et il n'y eut pratiquement pas de graffitis. Un des chants entonnés au cours des manifestations parlait de l'édifice du Capitole comme de « la maison du peuple » et beaucoup de soin était mis à ce qu'il n'y ait aucun dommage et que le lieu soit raisonnablement propre.

Très vite, étant donné que les gens commençaient à passer des nuits dans le bâtiment, des aliments furent livrés gratuitement pour nourrir les manifestants. À 2 heures du matin, la première nuit de l'occupation, une petite pizzeria

MONDE

près du Capitole, Ian's Pizza, leur livra toutes les pizzas invendues. Le lendemain, cette livraison était devenue une « question d'intérêt humain » dans les médias, et bientôt Ian's Pizza recevait des commandes de livraisons destinées aux manifestants de partout aux États-Unis et bientôt de dizaines de pays à travers le monde. Un comptoir fut mis en place dans le bâtiment pour recevoir des livraisons de nourriture, venant du voisinage ou de plus loin. Pendant l'occupation, la nourriture fut toujours plus que suffisante pour tout le monde.

Vers la fin de l'après-midi, tous les jours, il y avait un rassemblement devant le bâtiment où venaient parler des personnalités : membres démocrates de l'Assemblée, dirigeants syndicaux, y compris le chef national de l'AFL-CIO, figures politiques locales, célébrités comme le cinéaste Michael Moore, mais aussi de nombreux simples citoyens. Quelques jours après le début des manifestations, les chefs du syndicat des pompiers et de la police présentèrent officiellement leurs excuses aux citoyens du Wisconsin pour avoir soutenu le gouverneur Walker lors des élections. Ils dénonçaient avec force la tentative du gouverneur de diviser le mouvement syndical en exemptant leurs syndicats des dispositions du projet de loi. Dès lors, à chaque manifestation, pompiers et policiers marchèrent avec les autres. Pendant les rassemblements de l'après-midi, les pompiers en tenue de travail se réunissaient dans une petite rue près du Capitole, puis, au son de cornemuses, faisaient le tour de l'édifice et le traversaient. Ils défilaient avec des pancartes disant « Les pompiers pour le travail ! » et étaient accueillis par des acclamations enthousiastes de la foule. Pompiers et policiers dormaient aussi dans le Capitole, intensifiant un sentiment de solidarité avec les manifestants.

Une caractéristique frappante de ces manifestations fut son aspect intergénérationnel. Contrairement aux manifestations anti-guerre qui sont majoritairement organisées par des étudiants, ces protestations comptèrent nombre de personnes âgées, de retraités, de jeunes en âge de travailler, des familles, des étudiants, des enfants. Assez homogènes en termes raciaux – le Wisconsin a une population non blanche relativement petite et une grande partie est concentrée à Milwaukee, à 120 km de Madison –, les manifestations regroupaient des ouvriers des deux secteurs, privé et public, ainsi que des hauts fonctionnaires et des membres des professions libérales.

Dans une large mesure, l'ordre et la tranquillité relative de l'occupation furent le résultat d'un effort particulier de quelques groupes de manifestants. La TAA joua notamment un rôle extrêmement important dans l'organisation de la logistique de l'occupation. Peu de temps après le début de l'occupation, l'un des élus démocrates à l'Assemblée leur réserva une grande salle de conférence qui leur servit de quartier général. La TAA organisa le comptoir alimentaire, un centre médical, une station d'information et une garderie dans laquelle les parents pouvaient amener leurs enfants. Ils organisèrent également

des sessions de formation sur les manifestations pacifiques – qui contribuèrent grandement à prévenir les provocations des partisans du Tea Party, venus dénoncer les manifestations – et poussèrent constamment des gens à témoigner aux audiences publiques de l'Assemblée dans le but de prolonger l'occupation.

Le contenu politique de la protestation

Dès le début, quelques manifestants ont souligné que leur combat ne portait pas principalement sur les coupures proposées dans le budget de l'État. Bien que de nombreuses pancartes aient dénoncé ces réductions, en particulier celles destinées à l'éducation publique, le thème central des manifestations était la défense des droits des travailleurs et de la démocratie. Les directions syndicales ont déclaré publiquement que les travailleurs de l'État étaient prêts à accepter les aspects financiers du projet de loi de « réparation budgétaire » qui les concernaient directement – en particulier l'augmentation des cotisations pour l'assurance maladie et une plus grande contribution personnelle aux pensions de retraite. Les syndicats acceptèrent largement la rhétorique des politiciens quant à la nécessité pour chacun de faire des « sacrifices collectifs » dans ce contexte fiscal. Ce à quoi ils s'opposaient, c'était la suppression des droits syndicaux.

Alors que certains manifestants acceptaient cette analyse de la situation, beaucoup de slogans et de chants demandaient le retrait complet du projet de loi, et le refus de toute la politique d'austérité du gouvernement dénoncée comme une imposture. De nombreuses affiches appelaient à augmenter les impôts des riches et présentaient la crise fiscale comme une fausse crise financière. Ce qui était particulièrement frappant pour des manifestations aux États-Unis, c'est que la rhétorique des protestations utilisait régulièrement le discours de classe et même de lutte des classes. Une affiche typique disait par exemple : « Bienvenue au Wisconsin de Walker : ouvert pour les affaires ! Venez exploiter notre travail et nos ressources naturelles ! » L'image qui dominait était celle d'une lutte de classes polarisée : les partisans de Walker étaient identifiés comme les capitalistes, les riches, les grandes entreprises, tandis que les victimes étaient la classe ouvrière, les travailleurs, le peuple.

Au fur et à mesure que les protestations augmentaient, le thème de la démocratie devint plus important. Cela était dû en partie à la volonté des participants d'élargir la portée symbolique de la contestation au-delà des membres des syndicats – après tout, l'affiliation syndicale au Wisconsin est de moins de 15 % de la population active –, mais le développement de ces revendications politiques représentait aussi une reconnaissance du fait que les enjeux du combat ne concernaient pas que les droits des travailleurs syndiqués, mais plus généralement la force des processus démocratiques. L'un des slogans les plus fréquents au cours des manifestations disait : « Dis-moi à quoi ressemble la démocratie... » « C'est à ça que la démocratie ressemble ! », répondait la

MONDE

foule. Dans de nombreux discours prononcés lors des manifestations, les intervenants soulignaient la façon dont l'attaque contre les syndicats était une attaque contre les droits démocratiques. Dans le contexte politique américain où les entreprises ont le droit de dépenser des sommes illimitées dans les campagnes politiques, détruire les syndicats permet de supprimer notamment la principale source organisée de financement de la politique électorale qui ne soit pas liée aux intérêts du patronat.

Sur le plan pratique, l'objectif immédiat des manifestations était de créer un nouveau climat politique qui pourrait à terme bloquer le passage du projet de loi ou du moins ses dispositions anti-syndicats. « Tuez le projet de loi ! », tel était le mot d'ordre. Avec les 14 sénateurs en-dehors de l'État, le projet de loi était au moins retardé. L'espoir était que si l'ampleur des protestations continuait d'augmenter, alors peut-être quelques-uns des républicains se sentiraient sous pression et changeraient de position. Il apparut rapidement, cependant, que cela était peu probable. Un seul sénateur républicain exprima des doutes sur les dispositions anti-syndicats.

L'objectif politique passa alors à la création d'un mouvement pour le « rappel » électoral du gouverneur et de certains sénateurs. Dans le Wisconsin, les postes des élus peuvent être remis au vote dès lors que ceux-ci ont exercé leur fonction pendant au moins un an. La procédure technique pour une élection de rappel commence par le recueil de signatures dans une pétition ouverte pendant 60 jours, l'équivalent de 25 % des suffrages exprimés lors de l'élection précédente. C'est un seuil très exigeant, mais en quelques jours des pétitions furent ainsi lancées contre huit sénateurs républicains. Le gouverneur venait de prendre ses fonctions et une pétition pour son rappel ne pouvait pas être déposée avant janvier 2012, et il s'agissait donc de recueillir des promesses de signatures pour une pétition en novembre 2011. En avril 2011, deux pétitions pour le rappel de sénateurs républicains ont acquis suffisamment de signatures pour une élection cet été.

La fin des manifestations

Le 3 mars, le gouverneur Walker organisa l'évacuation des manifestants du Capitole. Le prétexte qu'il utilisa fut la sécurité du bâtiment. La police, venue principalement d'autres villes de l'État, empêcha presque tout le monde de rentrer dans le bâtiment. La TAA dut quitter la salle de conférences que les étudiants et chercheurs avaient utilisée comme quartier général. Les manifestants qui refusaient de sortir furent menacés d'arrestation, même si aucune arrestation ne s'est produite. Des tours de garde continuèrent cependant à l'extérieur du bâtiment tous les jours – avec des personnes qui scandaient : « Laissez-nous entrer ! » –, mais les gens y furent autorisés seulement en petit nombre, lorsqu'ils étaient officiellement escortés par un membre élu de l'Assemblée, et n'étaient pas autorisés à y passer la nuit.

Puis, le 9 mars, les républicains du Sénat manœuvrèrent pour retirer les dispositions anti-syndicats du projet de loi sur le budget et les traiter comme

un projet distinct. Comme les mesures ne faisaient plus partie officiellement d'un projet de loi budgétaire, le quorum de 60 % n'était plus nécessaire et elles purent donc être adoptées avec 18 votes pour et 1 contre. Certains manifestants réussirent alors à pénétrer l'intérieur du bâtiment et crièrent si fort que les sénateurs républicains durent également crier tout au long de la session. La police évacua des manifestants qui organisaient un sit-in devant l'Assemblée. La nouvelle se répandit rapidement à travers les médias sociaux que le Sénat avait voté le projet de loi et plusieurs milliers de personnes se rassemblèrent au Capitole en début de soirée. Avec la relative neutralité tacite de la police, les manifestants pénétrèrent dans l'édifice et y passèrent une dernière nuit, recréant ainsi brièvement l'intensité de la semaine précédente. Dans la matinée, les manifestants restants furent à nouveau expulsés. Le projet de loi fut rapidement adopté par l'Assemblée de l'État le 10 mars, puis promulgué par le gouverneur.

Un rassemblement final avec plus de 100 000 personnes eut lieu le samedi 12 mars. Il commença le matin avec une parade de tracteurs des petits agriculteurs de la région en faveur des travailleurs et continua l'après-midi. Les 14 sénateurs démocrates qui avaient quitté l'État revinrent et prirent la parole. Ce rassemblement était vigoureux et puissant, mais il marquait aussi la fin de cette phase de la lutte dans le Wisconsin.

À la mi-juin, la loi n'avait cependant toujours pas été effectivement mise en vigueur. Un juge local a en effet déposé une injonction temporaire contre la « publication » de la loi – la dernière étape avant son entrée en vigueur –, argumentant que la procédure par laquelle elle a été adoptée viole les lois de vote ouvert de l'État, qui exige qu'un avis de vote soit annoncé 24 heures avant et que le public soit autorisé à assister au vote. Ce qui va se passer maintenant n'est pas tout à fait clair car il y aura des élections de rappel pour au moins deux sénateurs, et il est possible que trois sénateurs républicains changent leur vote si le Sénat est amené à revoter. L'avis général est, cependant, que la législation anti-syndicats finira par devenir une loi, et donc que son abrogation devra attendre qu'il y ait un changement dans l'équilibre des forces politiques de l'État.

Quelques remarques finales

Au sommet de la crise financière en 2008-2009, il y avait un certain espoir que la catastrophe économique créerait un espace pour des politiques publiques plus progressistes aux États-Unis. Obama a été élu sous la bannière de la nécessité de « changement », et les valeurs qu'il défendait semblaient aller dans le sens d'un État plus actif et plus interventionniste.

Ces espoirs ont été déçus par l'attitude extrêmement prudente d'Obama face à la crise économique et à ses initiatives politiques sur la santé et d'autres questions. En très peu de mois, la droite avait commencé à se mobiliser contre ses politiques très modérées, et dès l'automne 2009 elle avait pris l'initiative

MONDE

réelle dans la redéfinition de l'agenda du débat public. Lors des élections législatives de 2010, la question du déficit budgétaire et la « nécessité » de réduire les dépenses de l'État primaient sur toutes les autres préoccupations. Le centre de gravité dans le débat politique était la question de la réduction du rôle de l'État dans l'économie, du niveau de réduction des impôts et des dépenses, et non pas de savoir si les impôts et les dépenses devaient être réduits. La classe capitaliste américaine semble tout à fait indifférente aux conséquences que ces politiques féroces qui s'attaquent à l'État auront pour la vitalité à long terme de l'économie américaine. Mise à part une frange des politiciens situés un peu sur la gauche du Parti démocrate, aucune personnalité politique n'a soutenu aux élections de 2010 la nécessité d'un État qui intervienne pour créer des conditions plus favorables pour la croissance économique et pour une augmentation des impôts des riches pour la financer.

Tel était le climat politique dans lequel les manifestations de masse dans le Wisconsin ont éclaté à la mi-février. Durant les manifestations, le discours public a considérablement changé. L'opinion publique a fortement soutenu les manifestants : dans les sondages, plus de 70 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles soutiendraient l'augmentation des impôts afin d'éviter les coupes proposées dans le budget, et une large majorité s'est dite opposée aux dispositions anti-syndicats. Au fur et à mesure que les protestations se prolongeaient, ce soutien a augmenté.

Les événements dans le Wisconsin ont des implications importantes pour le reste du pays. Des attaques similaires contre les syndicats du secteur public sont d'ores et déjà menées dans d'autres États – Michigan, Indiana, Ohio, Floride et autres. On parle d'attaques « style Wisconsin », c'est-à-dire, d'attaques contre les syndicats au nom de la politique d'austérité. Le Wisconsin peut être la première échéance dans une offensive plus large visant à briser les syndicats du secteur public. Ce que les manifestations du Wisconsin ont montré, c'est la possibilité d'une résistance active à ces attaques, ainsi qu'au Tea Party et au discours anti-impôts martelé par la droite américaine. Les effets immédiats et dévastateurs pour de nombreuses familles de la crise économique et des politiques d'austérité, les menaces contre l'enseignement sur lequel reposent les espoirs pour leurs enfants et le retrait des aides sociales à des personnes vulnérables créent un sentiment d'indignation morale, à la fois sur le caractère non démocratique du processus budgétaire et sur les justifications idéologiques de l'austérité publique. Avant que les protestations n'éclatent au Wisconsin, la réponse populaire était principalement la résignation et l'apathie. Les protestations ont démontré le potentiel de résistance et de transformation du climat idéologique. Dans les manifestations du Wisconsin, l'appel à la démocratie, à la décence et à la discussion est devenu primordial pour nombre de participants. Pendant un temps, au moins, a prévalu le sentiment que les gens ordinaires pouvaient contester l'offensive politique et idéologique du capitalisme des grandes entreprises.

MONDE

Bien qu'il soit trop tôt pour dire quelle sera l'issue finale, le contenu du projet de loi de Walker et le processus politique dans le Wisconsin ont déjà commencé à influencer sur la politique locale, les pratiques syndicales, les procédures juridiques, la mobilisation des citoyens et la perception de la démocratie américaine, dans le Wisconsin et au-delà. Il reste à voir si ce changement dans l'opinion publique sera durable. Et, bien sûr, il reste également à voir si le Parti démocrate, de plus en plus dépendant du financement par les entreprises, sera prêt à s'appuyer sur cette nouvelle énergie pour mener un combat plus efficace et plus progressiste contre les forces de droite qui contrôlent actuellement l'État.